

**Arrêté du 29 juin 1995 rangeant en 1<sup>re</sup> classe l'emploi d'un secrétaire général d'un syndicat interhospitalier**

NOR : SANH9502596A

Par arrêté du ministre de la santé publique et de l'assurance maladie en date du 29 juin 1995, l'emploi de secrétaire général du syndicat interhospitalier des hôpitaux de Sarrebourg (Moselle) est rangé en 1<sup>re</sup> classe.

**Arrêté du 1<sup>er</sup> août 1995 modifiant l'arrêté du 15 février 1993 modifié fixant les modalités et le programme du concours pour le recrutement des pharmaciens inspecteurs de santé publique**

NOR : SANG9502009A

Le ministre de la fonction publique, le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie, le ministre chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion et le ministre de la solidarité entre les générations,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 92-1432 du 30 décembre 1992 relatif au statut particulier des pharmaciens inspecteurs de santé publique ;

Vu l'arrêté du 15 février 1993 modifié fixant les modalités d'organisation et le programme du concours pour le recrutement de pharmaciens inspecteurs de santé publique ;

Sur la proposition du directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère de la santé publique et de l'assurance maladie, au ministère de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion et au ministère de la solidarité entre les générations,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les dispositions statutaires de l'article 5 de l'arrêté du 15 février 1993 susvisé sont modifiées et complétées comme suit :

En ce qui concerne le premier paragraphe :

Ces épreuves sont communes aux premier et deuxième concours et peuvent porter sur des sujets distincts.

En ce qui concerne les épreuves d'admission :

La quatrième épreuve d'exercices physiques est supprimée.

En ce qui concerne les épreuves facultatives :

Sont ajoutées les épreuves suivantes :

« Une épreuve d'exercices physiques dont les modalités d'organisation figurent en annexe du présent arrêté (coefficient 1) ;

« Une épreuve écrite portant sur le traitement automatisé de l'information (durée : une heure ; coefficient 1). »

Art. 2. - Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 15 février 1993 susvisé sont complétées comme suit :

« Sont, en outre, adjoints au jury :

« Pour l'épreuve portant sur le traitement automatisé de l'information, un ou plusieurs examinateurs spécialisés. »

Art. 3. - Le directeur de l'administration générale, du personnel et du budget au ministère de la santé publique et de l'assurance maladie, au ministère de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion et au ministère de la solidarité entre les générations est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> août 1995.

*Le ministre de la santé publique  
et de l'assurance maladie,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
de l'administration générale,  
du personnel et du budget :

*Le sous-directeur,  
D. ROUAUD*

*Le ministre de la fonction publique,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général  
de l'administration et de la fonction publique :

*Le sous-directeur,  
R. PIGANOL*

*Le ministre chargé de l'intégration  
et de la lutte contre l'exclusion,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
de l'administration générale,  
du personnel et du budget :

*Le sous-directeur,  
D. ROUAUD*

*Le ministre de la solidarité entre les générations,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
de l'administration générale,  
du personnel et du budget :

*Le sous-directeur,  
D. ROUAUD*

*Nota.* - L'annexe au présent arrêté sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la santé publique et de l'assurance maladie, du ministère chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion et du ministère de la solidarité entre les générations.

**Arrêté du 29 août 1995 fixant la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps interministériel des infirmières et infirmiers de l'Etat**

NOR : SANG9502580A

Par arrêté du ministre de la santé publique et de l'assurance maladie, du ministre chargé de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion et du ministre de la solidarité entre les générations en date du 29 août 1995, la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps interministériel des infirmières et infirmiers de l'Etat est fixée au 16 novembre 1995.

**Arrêtés du 30 août 1995 portant agrément d'appartements de coordination thérapeutique pour les personnes malades du sida**

NOR : SANS9502601A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,

Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Marseille, déposé le 12 janvier 1995, modifié le 2 juin 1995 par l'association Habitat alternatif social sise 3, rue d'Arcole, 13600 Marseille, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducatif facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 12 places pour 7 malades et leurs proches et fonctionne 365 jours par an en internat. L'activité prévisionnelle est fixée à 85 p. 100.

Art. 5. - L'association H.A.S. recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 1 337 010 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 921 400 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 65 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appareils de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR: SANS9502602A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,  
Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Paris, déposé le 21 février 1995, modifié le 15 mai 1995 par l'association Vaincre le sida sise 41, rue Volta, 75003 Paris, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 6 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Vaincre le sida recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des

besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 985 342 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 492 671 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appareils de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR: SANS9502603A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,  
Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Carcassonne, déposé le 11 avril 1995, modifié le 15 mai 1995 par l'association Arbor sise 11240 Fenouillet-du-Razès, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 2 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Arbor recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 327 774 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 132 674 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502604A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,  
Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Saint-Nazaire, déposé le 27 mars 1995 par l'association La Rose des Vents sise 89, avenue de la République, 44600 Saint-Nazaire, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 4 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association La Rose des Vents recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 656 500 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 328 250 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502605A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,  
Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Biarritz, déposé le 27 mars 1995, complété le 15 juin 1995 par l'association Aide à la réinsertion sociale en Aquitaine (A.R.S.A.) sise 8, avenue de la Gare, 64200 Biarritz, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 6 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association A.R.S.A. recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 886 859 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 443 430 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502606A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,

Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Pau, déposé le 4 avril 1995 par l'association Sid'avenir sise 58, rue E.-Guichenné, 64000 Pau, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 5 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Sid'avenir recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 821 250 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 410 625 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502607A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,

Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Paris, déposé le 21 février 1995, modifié le 27 février 1995 par l'association Aurore sise 33, rue des Cévennes, 75015 Paris, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 13 places (dont 10 pour des malades) et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Aurore recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 2 130 000 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 1 167 054 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502608A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,

Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Paris, déposé le 21 février 1995, modifié le 10 mai 1995 par l'association S.O.S. Drogue international, centre Confluences, sise 126, rue de l'Ouest, 75014 Paris, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 8 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association S.O.S. Drogue international recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 1 222 299 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 611 150 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502609A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,

Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Paris, déposé le 21 février 1995, modifié le 17 mars 1995 par l'association Cités du Secours catholique sise 8, rue de la Comète, 75007 Paris (établissement Cité Saint-Martin), est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 16 places (dont 8 malades au moins) et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Cités du Secours catholique recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 2 433 913 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 1 542 732 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502610A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,

Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Paris, déposé le 17 février 1995, modifié le 9 mai 1995 par l'association Charonne sise 3, quai d'Austerlitz, 75013 Paris, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 7 places (pour 4 malades et 3 accompagnants) et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Charonne recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 1 018 369 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 689 860 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502611A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,

Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Montpellier, déposé le 9 mars 1995 par l'Association d'entraide et de reclassement social (A.E.R.S.) sise 22, rue Jules-Guesde, 34080 Montpellier, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 5 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association A.E.R.S. recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 700 295 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 381 295 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502612A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,  
Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Saint-Denis, déposé le 30 novembre 1994 par l'association Sida-solidarité sise 23, rue Jules-Olivier, 97400 Saint-Denis, est

agrée dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 4 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Sida-solidarité recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 555 660 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 213 260 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502613A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,  
Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Bicêtre, déposé le 30 mars 1995 par l'association Alternat'hiv sise 13, rue de Chabrol, 75010 Paris, est agréé dans le cadre

de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 7 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Alternat'hiv recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 1 049 407 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 574 875 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502614A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,

Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Sceaux, déposé le 14 novembre 1994, modifié le 3 février 1995 par l'association Initiatives sise 17, rue de l'Égalité,

92290 Châtenay-Malabry, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 12 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Initiatives recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 1 953 982 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 784 430 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502615A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,

Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. – Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Conflans-Sainte-Honorine, déposé le 22 novembre 1994, modifié le 24 février 1995 par l'association Infos-Soins sise 13, rue de l'Abbé-Rousseaux, 78000 Versailles, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. – Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. – Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. – La structure dispose d'une capacité de 6 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. – L'association Info-Soins recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclus les conventions.

Art. 6. – Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 985 900 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 492 950 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. – La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. – Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. – Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502616A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,  
Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. – Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Juvisy-sur-Orge, déposé le 23 février 1995, modifié le 4 avril 1995 par l'association Diagonale 91 sise 21, rue Hoche, 91260 Juvisy-sur-Orge, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. – Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. – Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. – La structure dispose d'une capacité de 9 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. – L'association Diagonale 91 recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclus les conventions.

Art. 6. – Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 1 391 720 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 723 745 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. – La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. – Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. – Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

NOR : SANS9502617A

Le ministre de la santé publique et de l'assurance maladie,  
Vu les articles L. 162-31, R. 162-46 à R. 162-50 et D. 162-18 à D. 162-21 du code de la sécurité sociale relatifs à l'organisation des actions expérimentales de caractère médical et social ;

Vu l'avis de la commission de l'assurance maladie de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 8 mars 1994,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Le projet d'appartements de coordination thérapeutique sis à Paris, déposé le 20 février 1995, modifié le 1<sup>er</sup> mars 1995 par l'association Maavar sise 202, boulevard Voltaire, 75011 Paris, est agréé dans le cadre de la procédure prévue aux articles susvisés relatifs aux actions expérimentales de caractère médical et social et aux conditions fixées aux articles suivants.

L'agrément est donné pour une durée de trois ans renouvelables à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. - Les appartements de coordination thérapeutique accueillent des personnes malades du sida et en situation de précarité.

Art. 3. - Outre l'hébergement, une coordination médico-sociale est assurée par un médecin, du personnel paramédical et socio-éducatif.

La coordination médicale organise notamment les relations avec les médecins prescripteurs et les personnels soignants intervenant à domicile.

La coordination socio-éducative facilite l'accès aux droits sociaux et les démarches administratives ; en outre, elle permet l'accompagnement et le soutien des patients en vue de leur réinsertion sociale.

Art. 4. - La structure dispose d'une capacité de 13 places et fonctionne 365 jours par an en internat.

Art. 5. - L'association Maavar recrute l'équipe pluridisciplinaire décrite dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'agrément.

La composition de cette équipe pourra toutefois varier, à effectif équivalent temps plein inchangé, en fonction de l'évolution des besoins, sous réserve de l'accord du préfet de département, du président du conseil général et des organismes d'assurance maladie avec lesquels seront conclues les conventions.

Art. 6. - Le budget de fonctionnement autorisé au titre de l'exercice 1995 ne peut être supérieur à 2 135 250 F en année pleine.

Pour ce même exercice, le forfait annuel versé par les organismes d'assurance maladie au titre des dépenses liées aux soins ne peut faire ressortir, en année pleine, un forfait journalier supérieur à 120 F. La participation de l'Etat s'élève, en année pleine, à 1 067 250 F.

Les montants du budget et des participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront ensuite actualisés chaque année dans les limites du taux directeur applicable aux établissements et services médico-sociaux et sans reprise des résultats comptables.

Toutefois, s'il est constaté que le taux moyen d'occupation sur deux ans est inférieur à 80 p. 100, le budget prévisionnel et les participations de l'assurance maladie et de l'Etat seront réduits en proportion.

Art. 7. - La qualité et les résultats du fonctionnement des appartements de coordination thérapeutique sont évalués chaque année par les différents financeurs dans le cadre d'un comité de pilotage départemental.

A cet effet, l'association transmet au préfet du département un rapport annuel d'activité faisant apparaître les résultats de ses actions, leurs coûts ainsi que les modalités de réalisation, avant le 15 octobre de chaque année.

Les pouvoirs publics et les organismes payeurs se prononcent sur la poursuite éventuelle de l'expérimentation et le maintien de leur participation financière au vu des résultats de l'évaluation annuelle démontrant l'utilité sociale et médicale de l'opération.

Art. 8. - Il appartient à l'association de conclure des conventions avec l'Etat, la caisse primaire d'assurance maladie du département d'implantation et les autres financeurs.

Ces conventions définiront les obligations respectives des parties, les modalités de règlement du forfait annuel et la répartition des charges entre les parties signataires.

Art. 9. - Le directeur de la sécurité sociale et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1995.

ÉLISABETH HUBERT

## Décisions du 21 août 1995 portant inscription sur la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics

NOR : SANM9502506S

Le directeur général de l'Agence du médicament,  
Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L. 618 et L. 619 ;

Vu le décret n° 82-253 du 16 mars 1982 portant application des articles L. 618 et L. 619 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 1992 modifié le 16 décembre 1992 nommant les membres de la commission dont la composition est fixée à l'article R. 163-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu les propositions de la commission précitée,

Décide :

Art. 1<sup>er</sup>. - La liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics est modifiée conformément aux dispositions qui figurent en annexe.

Art. 2. - La présente décision sera publiée ainsi que son annexe au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 août 1995.

D. TABUTEAU

### A N N E X E

#### PREMIÈRE PARTIE

(33 radiations)

1<sup>o</sup> Radiations applicables dès la date de parution au *Journal officiel* :

- 300 221-2 Alepsal 1,5, comprimés (80) (laboratoires Genevrier).
- 300 226-4 Alepsal 1,5, suppositoires (10) (laboratoires Genevrier).
- 300 225-8 Alepsal 5, suppositoires (10) (laboratoires Genevrier).
- 300 224-1 Alepsal 10, suppositoires (10) (laboratoires Genevrier).
- 307 173-3 Neurinase, comprimés à 0,15 g (22) (laboratoires Genevrier).
- 307 172-7 Neurinase, comprimés à 0,05 g (20) (laboratoires Genevrier).
- 308 394-3 Plath-Lyse, comprimés à 0,50 g (30) (laboratoires Genevrier).
- 310 330-9 Tan-Intest, sirop, flacon de 250 ml (laboratoires Genevrier).
- 300 246-5 Algo-Buscopan, ampoules injectables de 5 ml (6) (laboratoires Delagrangé).
- 300 247-1 Algo-Buscopan, comprimés dragéifiés (40) (laboratoires Delagrangé).
- 300 248-8 Algo-Buscopan, suppositoires (6) (laboratoires Delagrangé).
- 301-620-8 Buscopan, ampoules injectables de 1 ml (6) (laboratoires Delagrangé).
- 301-621-4 Buscopan, comprimés dragéifiés (40) (laboratoires Delagrangé).
- 301 622-0 Buscopan, suppositoires (6) (laboratoires Delagrangé).
- 319 288-5 Lyométyl, préparation lyophilisée injectable, 4 flacons + 4 ampoules de solvant de 5 ml (laboratoires du docteur E. Bouchara).
- 308 405-5 Pluribiase, comprimés dragéifiés (33) (laboratoires du docteur E. Bouchara).
- 319 889-9 Vincabrain (vincamine), comprimés à 20 mg (30) (laboratoires du docteur E. Bouchara).
- 326 070-1 Oxovinca (vincamine, alphacétoglutamate), solution buvable, flacon de 90 ml (laboratoires Schering).
- 318 693-3 Vinca-20 (vincamine), sachets-dose (45) (laboratoires Millot Solac).
- 323 793-2 Permiran, soluté injectable, ampoules (6) (laboratoires français de thérapeutique).

2<sup>o</sup> Radiations applicables un an après la date de parution au *Journal officiel* :

- 301 520-3 Bristopen (oxacilline), flacon injectable de 0,50 g + ampoule solvant 2 ml (laboratoires Bristol Meyers Squibb).
- 323 932-2 Céfacidol 0,50 g I.M. (céfazoline), préparation injectable, flacon de poudre + ampoule solvant (laboratoires Bristol Meyers Squibb).
- 316 320-5 Céfaloject 0,50 g I.M. (céfapirine), préparation injectable, flacon + ampoule solvant 5 ml (laboratoires Bristol Meyers Squibb).